

Depuis de nombreuses années, les classes gouvernantes de l'Allemagne avaient été entretenues dans la croyance qu'une lutte gigantesque entre les grandes puissances de l'Europe était inévitable et qu'elle devait amener "la domination mondiale de l'Allemagne ou sa chute". La nation allemande s'était diligemment préparée à cette guerre, en prenant toutes les mesures que permettaient les ressources du pays pour augmenter ses forces militaires et navales. Par exemple, le canal de Kiel avait été approfondi et constituait pour la marine allemande un abri sûr, avec des débouchés tout à la fois dans la mer Baltique et dans la mer du Nord. Avec raison on avait comparé le canal de Kiel à "un terrier de renard ayant deux entrées". Une loi avait pourvu à une énorme augmentation de l'armée, mais elle n'avait pas encore été entièrement appliquée, et les préparatifs de guerre offensive n'étaient pas tout à fait complétés. Les stratèges allemands avaient étudié avec le plus grand soin tous les plans possibles d'invasion de la France, considérée comme leur plus redoutable adversaire. Il y avait trois routes possibles pour cette invasion; la plus courte, conduisant directement d'Allemagne en France, était barrée par une chaîne de grandes forteresses, à l'exception de l'étroite trouée de Mirecourt, entre Toul et Epinal. Les deux autres passaient par le Luxembourg et la Belgique, tous deux pays neutres. En fait, ces trois routes furent utilisées. L'invasion devait prendre la forme d'un formidable raz de marée sur le front le plus large, et devait conduire à l'enveloppement et à la destruction de l'armée française; on aurait dicté les conditions de paix dans la capitale. Les Allemands avaient la certitude de réussir en déployant une extrême rapidité de marche et une impitoyable énergie dans leurs opérations, combinées avec une supériorité numérique considérable. Ils ne croyaient pas que l'armée russe puisse effectuer sa mobilisation en moins de six semaines, en raison de la grande étendue de ce pays, de l'insuffisance de ses chemins de fer et de l'incapacité présumée de son gouvernement. La période de mobilisation de la France devait durer deux jours de plus que celle de l'Allemagne; il semblait donc possible aux agresseurs d'écraser d'abord l'armée française, et d'avoir tout le temps nécessaire pour se retourner ensuite contre les Russes. L'attitude que prendrait la Grande-Bretagne était une question de vitale importance pour les belligérants. Le chancelier allemand déclara nettement qu'il ne pouvait croire que la Grande-Bretagne risquât l'existence de son empire pour "un chiffon de papier", ainsi qu'il qualifia dédaigneusement le traité qui consacrait la neutralité de la Belgique. Si la Grande-Bretagne demeurait neutre, la supériorité des flottes allemande et autrichienne était telle qu'elle devait leur assurer la suprématie sur les mers. Les Français craignaient que l'Angleterre ne différât son action et que les secours qu'elle pourrait envoyer n'arrivassent trop tard. La déclaration du 5 août fut faite avec une telle promptitude, qu'elle devait supprimer toutes leurs appréhensions à cet égard.

OPÉRATIONS SUR LE FRONT OCCIDENTAL, 1914.

Le 6 août, les Allemands mirent en position leurs obusiers lourds et, dans la même journée, à l'étonnement des militaires des autres